

17 OCTOBRE 1961

Des commémorations et toujours pas de reconnaissance du massacre

Comme chaque année, et inlassablement, des associations et certains partis politiques appellent à la commémoration des massacres du 17 Octobre 1961. Pendant ce temps-là, le gouvernement actuel de droite, tout comme d'ailleurs le PS lorsqu'il était aux commandes, reste sourd à la revendication récurrente de reconnaissance officielle du crime commis par l'Etat français et celle de l'accès libre des archives pour les historiens et citoyens

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Maître Ali Haroun et l'historien Jean-Luc Einaudi interviendront au Centre culturel algérien pour débattre de ce massacre colonial et de la

chape de plomb mise depuis maintenant 47 ans autour de ce crime sur des milliers d'Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé par

Maurice Papon, alors préfet de police de Paris et pour la fin du régime colonial. Demain, vendredi, un rassemblement aura lieu à 18h30 au pont Saint-Michel à Paris, précisément là où nombre d'Algériens furent jetés à la Seine. Une stèle en leur mémoire a été érigée, il y a quelques années justement, par le maire de Paris (Bertrand Delanoë) qui présidait, jusque-là, chaque année, la cérémonie de commémoration et qui, cette année, en déplacement actuellement au Québec, déléguera certainement un de ses

adjoints. Au-delà de deux manifestations centrales, des municipalités, de gauche essentiellement, marqueront l'événement, comme elles le font depuis quelques années, en se recueillant, en présence des consuls algériens, devant les stèles qu'elles ont eu le mérite d'ériger dans des placettes de leur municipalité. Il en est ainsi de la municipalité de Bobigny, de celle de Vitry et de certaines autres, peu nombreuses et généralement communistes ou du parti des Verts, à travers l'Hexagone. Ces manifestations, même

si elles n'ont qu'un caractère symbolique, à force de se multiplier depuis quelques années, ont eu le mérite de mettre à nu le déni d'horreurs perpétrées par les autorités coloniales françaises sur le peuple algérien, et en l'occurrence le massacre opéré sur ordre, y compris sur le territoire français. Ces stèles, que certaines collectivités locales ont érigées en mémoire des massacres d'Octobre, sont devenues des lieux de mémoire qui appellent les Français à découvrir les horreurs de tout système colonial et à exiger

que la vérité soit dite sur la colonisation de l'Algérie. Dans une France qui, il n'y a pas si longtemps (février 2005), du haut du perchoir, osait légiférer sur les bienfaits de la colonisation ; une France officielle qui réhabilitait l'OAS et effaçait ses crimes... Beaucoup de chemin reste à faire et il est pour le moins curieux que des députés de gauche ne profitent pas de cette date commémorative pour faire entendre leur voix afin que la vérité sur cette histoire soit reconnue officiellement.

K. B.-A.

LE SG DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION FÉLICITE LES RESPONSABLES DU GROUPE SCOLAIRE EL-MACIR

«Votre structure augure une nouvelle ère»

Le groupe scolaire El-Macir a reçu hier la visite du secrétaire général du ministère de l'Education chargé de transmettre aux responsables d'El-Macir ses encouragements.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - M. Khaldi, qui a prononcé une brève allocution devant un parterre de personnalités, a indiqué que cette réalisation augurait une nouvelle ère. Aux responsables du complexe scolaire, il a fait savoir que le secteur privé ne pouvait être que complémentaire de celui de l'éducation nationale. Une vision partagée par M^{me} Senhadji, à l'origine de ce projet. Cette dernière, très émue, a expliqué que cette réalisation était l'aboutissement d'un rêve. Créé en 1999 et axé initialement sur le programme du cycle

secondaire, le groupe vient d'élargir son activité en dispensant, à partir de cette rentrée scolaire, des cours aux élèves de la première année moyenne jusqu'en terminale. C'est dans le nouveau bâtiment de 5 000 m² sis à El-Achour et d'une capacité de 450 places pédagogiques que s'est déroulée la cérémonie officielle d'inauguration durant laquelle la première responsable de la structure n'a pas caché sa fierté. Et pour cause, l'établissement est conforme à toutes les normes pédagogiques et de sécurité. Il est doté de 30 salles de cours,

de deux laboratoires de physique-chimie et sciences naturelles, d'une salle d'informatique disposant de 20 postes de travail, d'une salle polyvalente pour les conférences et les activités culturelles, d'une bibliothèque, d'un centre de documentation, d'une aire de sport, d'une cantine scolaire. L'établissement s'est également doté d'un système de télé-surveillance pour assurer la sécurité des élèves et d'un système anti-intrusion. Un dispositif anti-incendie, comprenant des lances à eau à tous les niveaux, a également été mis en place. En cas de danger, l'évacuation se fait par des issues de secours spécialement aménagées. L'aspect environnemental a également été pris en

charge. Ainsi, l'eau utilisée pour le nettoyage et les sanitaires provient d'un système de drainage. Cela évitera de gaspiller l'eau du réseau public et permettra de faire des économies substantielles sur les factures. Pour assurer aux élèves un enseignement de qualité, la direction du groupe El-Macir indique que les effectifs par classe seront réduits et que pour une optimisation des capacités de tous ceux qui y sont inscrits, «une discipline rigoureuse conçue sous un angle éducatif pour conserver à l'organisation pédagogique toute son efficacité» couplée d'une «communication constante et étroite avec les familles». Les élèves ayant des difficultés seront encadrés grâce

à un système de tutorat et un dispositif «d'évaluation cohérent dont les outils de pilotage permettent un suivi des apprentissages et de mesurer les progrès faits et restant à accomplir». Tout cela sera assuré par un staff composé d'un proviseur ayant à son actif une trentaine d'années d'exercice dans la fonction après avoir été à la tête des établissements de renom, une directrice des études, des conseillères principales de l'éducation, ainsi que des conseillères de l'éducation. Autre particularité du groupe El-Macir, son encadrement propose également une formule qui permet aux élèves de rester en étude de 17 à 19h.

N. I.

IMPORT-EXPORT

La carte magnétique de la discorde

A partir de samedi 18 octobre, les cartes magnétiques obligatoires pour les importateurs et exportateurs ne seront délivrées qu'au niveau des inspections des impôts et des directions des grandes entreprises et non plus au niveau de l'administration centrale des impôts. Les opérateurs concernés pourront utiliser provisoirement leurs numéros d'identification statistique (NIS). A la fin de l'année, la situation devrait s'améliorer.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Depuis deux ans, l'administration centrale de la Direction générale des impôts (DGI) s'est lancée dans une opération d'établissement de cartes magnétiques qui devaient entrer en vigueur au 1^{er} octobre 2008, date limite. Ces cartes portent le numéro d'identification fiscale (NIF) et sont exigées pour les opérateurs du commerce extérieur (import-export) lors de l'accomplissement des formalités bancaires et douanières. Ces cartes magnétiques sont établies et délivrées au niveau des

services extérieurs de l'administration centrale (Inspection des impôts et directions des grandes entreprises). Selon le directeur général des Impôts (DGI), Mohamed Raouya, 3 41 cartes magnétiques ont été établies à l'heure actuelle depuis mars 2008. Toutefois, une bonne partie de ces cartes n'a pas été retirée par les opérateurs, malgré toutes les actions d'information et de sensibilisation lancées, et ces cartes sont restées au niveau de ces services. Exceptionnellement, et pour faciliter les opérations d'importation d'urgen-

ce, dûment justifiées, le retrait de cette carte s'effectue depuis quelques jours au niveau de la Direction de l'information et de la documentation (DID) qui se trouve au siège du ministère des Finances à Alger (à Ben Aknoun).

Or, plusieurs opérateurs se dirigent directement à la DID parce que les services des douanes et des banques leur exigent dorénavant le NIF qu'ils ne possèdent pas, puisqu'ils n'ont pas retiré leurs cartes. Ils se dirigent également vers cette direction par manque d'informations, en raison d'un déficit de communication. Ce que même le DGI a reconnu, invoquant une «réactivité» insuffisante et même lente. Mais aussi le fait que de nouvelles sociétés d'achat et vente ont été créées en 2008 sans être répertoriées par les services fiscaux de même que les opérateurs activant dans la production. Un afflux d'opérateurs qui se poursuit et s'accroît, à la grande surprise de l'administration, qui s'attendait à quelques cas seulement. Et ce dans une ambiance caractérisée par la pagaille et l'incompréhension des concernés. Et cela même si la DID a continué de prendre en charge l'établissement et l'octroi de ces cartes. Ce qui a poussé la DGI à réagir, sans vouloir, toutefois, rejeter la balle à quiconque mais voulant rester à l'écoute. Ainsi, à partir de samedi prochain, 18 octobre 2008, les cartes magnétiques en question ne seront délivrées qu'au niveau des services gestionnaires dont les importateurs et exportateurs relèvent de la Direction générale des entreprises et inspection des impôts.

Ce retrait ne s'effectuera plus au niveau de l'administration centrale mais au niveau de ces services extérieurs dont les contribuables doivent se reprocher. En outre, les banques et les services des douanes ont été instruits en vue de permettre aux opérateurs qui ne disposent pas du NIF d'accomplir les formalités de domiciliation bancaire et de dédouanement sur la base du numéro d'identification statistique (NIS), «selon les errements habituels».

Environ 11 000 «fraudeurs» répertoriés

Une mesure de «facilitation» et qui vise à «éviter tout désagrément aux opérateurs ne possédant pas, actuellement, leurs cartes magnétiques. Cela étant, il faudra attendre la fin de l'année pour voir la situation, qui a pris «des proportions alarmantes», s'améliorer. Et pour voir l'ensemble des opérateurs concernés détenir ces cartes. En rappelant que

le NIF est «définitif» et «unique» une fois donné. Invariable, le NIF permet d'identifier les contribuables de manière unique et de faciliter la «traçabilité» des transactions commerciales. En outre, la délivrance de ces cartes est indépendante de la situation d'endettement de l'entreprise. Cela étant, cette mesure permettra-t-elle de lutter efficacement contre la fraude fiscale et commerciale ? Et cela d'autant que des opérateurs détenteurs de plusieurs NIS ont été répertoriés et que le processus d'établissement du NIS et d'assainissement est lourd et contraignant.

Dans ce sens, le directeur de la DID, Yahia Ouksel, a indiqué que 10 980 «fraudeurs» ont été identifiés à l'heure actuelle et sont répertoriés au niveau du Fichier national des fraudeurs (FNF). Un fichier consolidé et établi par recoupements en collaboration avec les services du ministère du Commerce et des Douanes.

C. B.

UNION INTERPARLEMENTAIRE (UIP) L'Algérien Hafnaoui Amrani, président des secrétaires généraux de l'Union

Le secrétaire général du Conseil de la nation, Hafnaoui Amrani, a été élu mardi à Genève, président des secrétaires généraux de l'Union interparlementaire (UIP), pour un mandat de trois ans. Cette élection est intervenue en marge des travaux de la 119^e session de l'assemblée de l'UIP. Cette organisation compte aujourd'hui 148 membres et 7 membres associés. L'Union œuvre en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations-Unies dont elle partage les objectifs et appuie les efforts. Elle coopère, en outre, avec les organisations interparlementaires régionales et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales.

R. N.

TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Saisie de 4 tonnes de kif à Béchar

Les gardes frontières ont saisi mardi plus de 4 tonnes de résine de cannabis (4 234, 75 kilogrammes), lors d'une embuscade tendue à Tebelbala, dans la wilaya de Béchar.

Les narcotrafiquants, embarqués à bord de deux véhicules tout-terrains, avaient tenté de profiter du déploiement des unités de la gendarmerie dans le cadre du dispositif de secours lors des crues qui ont touché cette région. «Au passage de deux véhicules de marque Toyota Station, qui ont refusé d'obtempérer aux tirs de sommation, les gendarmes ont ouvert le feu», précise un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale. Les narcotrafiquants ont pris la fuite vers le territoire marocain, abandonnant derrière eux la drogue et les deux véhicules.

Durant les neuf premiers mois de l'année en cours, la Gendarmerie nationale a saisi plus de 11 tonnes de résine de cannabis et procédé à l'arrestation de 3 443 personnes.

T. H.